

Communistes

www.PCF.fr

Retraites : Mobiliser pour d'autres solutions (p. 3)



Fabien Roussel -
Le Mans -
Mardi 4
mars

Vidéo

8 Mars L'égalité reste une utopie (p. 4)

12 millions

À lire la presse économique, les commentaires qui reviennent le plus souvent sur le constructeur automobile Stellantis sont : recul des ventes, perte de valeur boursière, baisse du chiffre d'affaires, situation préoccupante, défaillance de moteurs, scandale des airbags, etc., etc. En bon français, ça s'appelle la cata. Et ce tableau correspond en gros au bilan de l'ex-PDG Carlos Tavares viré en décembre dernier. C'est sans doute en guise de remerciements que Tavares va toucher, nous apprend la presse, 12 millions d'euros ! On n'ose pas imaginer ce qu'il aurait palpé s'il était parti sur des résultats à la hausse. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : € *« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »*

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

7 mars, à partir de 18h30 : Bamboche féministe : tables rondes sur le quotidien des femmes et la diversité des femmes du département, suivies d'un repas préparé par l'asso 94^e rue (participation libre) et d'une soirée avec un groupe de musique berbère et la Radio radiouse. Section de Villejuif (94)

15 mars, à partir de 15 h : La section de Saintes et la fédération de Charente-Maritime organisent une réunion publique en soutien au peuple palestinien et pour une paix juste et durable garantissant les droits et libertés de tous. Intervenants : Charlotte Blandiot-Faride, présidente de l'AJFP (Association pour le jumelage entre les villes françaises et les camps palestiniens) ; Sonia Fayman, porte-parole de l'UJFP (Union juive française pour la paix) ; Michel Renaud, président de l'AFPS 17 (Association France Palestine solidarité) ; Audrey Charifi Alaoui, adjointe aux relations et coopérations internationales à la mairie de Mitry-Mory. Salle municipale, Bussac-sur-Charente (17)

15 mars, à partir de 19 h : Banquet de la section du Parisis : buffet, soirée dansante et tombola. Contact et inscriptions : pcf.parisis95@gmail.com / 06 64 67 77 15 / 06 28 33 30 51. En présence d'Emmanuel Maurel, député de la 3^e circonscription, et Pierre Barros, sénateur du Val-d'Oise. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

15 mars : Dans le cadre du festival le Printemps des droits humains, le journal *Le Travailleur de Lot et Garonne* organise la projection du film documentaire *Manouchian et ceux de l'Affiche rouge*, suivie d'un débat avec Gérard Streiff et l'exposition *Hommage aux Manouchian*. Cinéma Les Montreurs d'images, Agen (47)

20 mars, à partir de 19 h : Rencontre publique sur l'agriculture, avec Raymond Girardi, vice-président du MODEF, Éric Cadoré, conseiller régional du Gers, et Rodolphe Portolès, conseiller régional du Tarn-et-Garonne. Salle La clé des sources, Donzac (82)

22 mars, à partir de 13h30 : 7^e édition de la fête LM La rouge : partie festive et deux débats au programme : sur les transports gratuits (14h-15h30), le second sur l'IA et l'automatisation (16 h-17h30), marqueront cet événement festif et culturel. Avec des intervenant-es particulièrement au fait de ces questions sensibles et d'actualité : sociologues, géographe, anthropologue, ethnologue et élus. Les enfants de la commune sont invités à participer à un concours de dessin sur le thème Les transports du futur. Concours doté de 3 bons d'achat à la Librairie Italiques (Hellemmes). Contact : emmanuel.courtade@univ-lille.fr Salle Oudart, Hellemmes-Lille (59)

28 & 29 mars : 14^e Fête de l'Humanité de Perquie : plusieurs débats, repas, librairie, exposition... Perquie (40)

26 avril : Le PCF Arlysère organise la Fête du muguet de son journal *Liberté* dans la salle des

Fêtes de La Bâthie avec réunion politique de 11 h à 12 h suivie d'un apéritif et d'un repas dansant qui regroupe chaque année plus de 150 convives.

Les initiatives de la fondation Gabriel-Péri

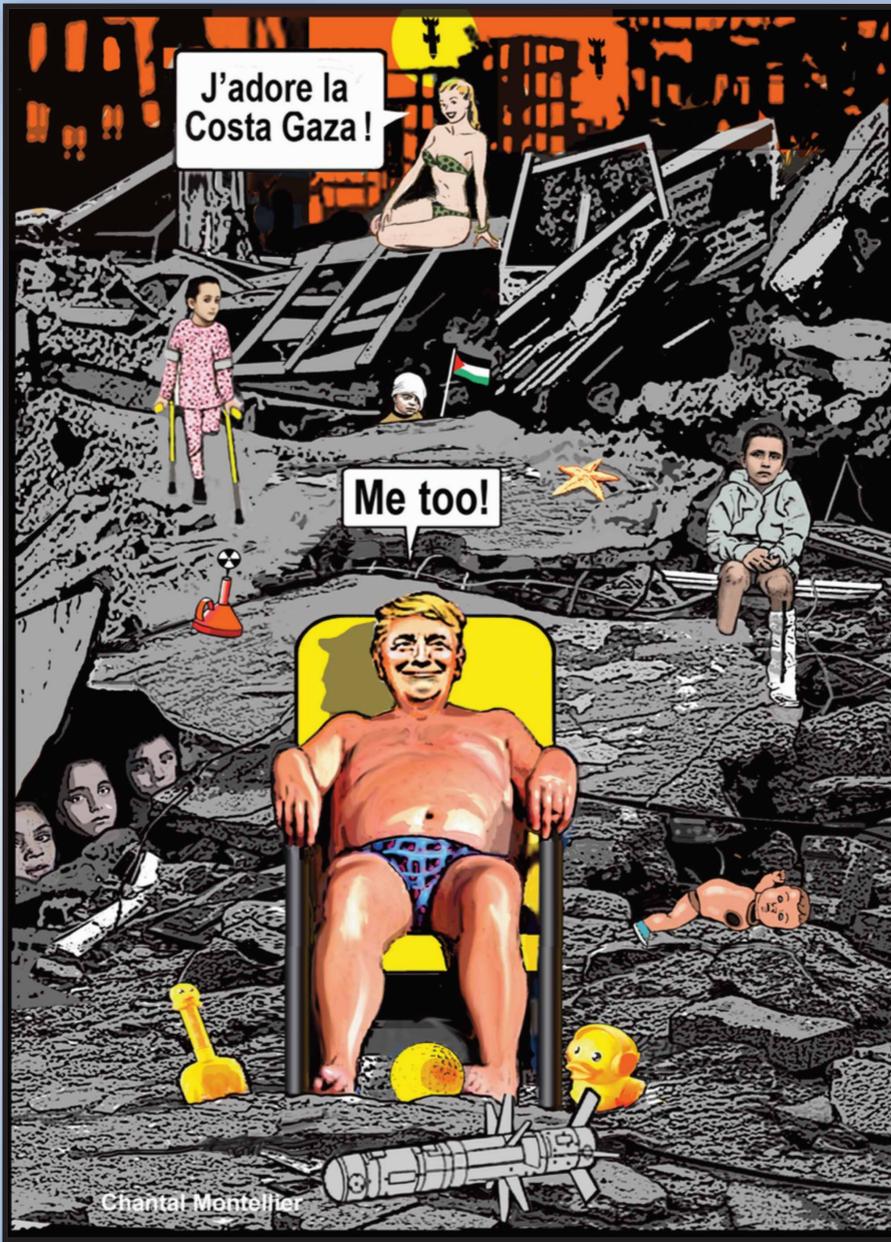
7 mars, à partir de 10 h : Journée d'étude Université de Strasbourg - Amphi Bêretz. *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande classique* (2^e partie de la séance du séminaire GEME), avec Alix Bouffard (Université de Strasbourg : présentation de la journée et du projet de la GEME) ; Alexandre Feron (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Ariel Guillet (Université de Franche-Comté) ; Victor Béguin (École normale supérieure de Paris) ; Jérôme Bord (Institut protestant de théologie de Montpellier) ; Jean Quetier (Université de Strasbourg). Présentiel et visioconférence, un lien vous sera communiqué ultérieurement sur le site : <https://geme.hypotheses.org/>

14 mars, à partir de 14 h : *Antifascisme dans l'Entre-deux-guerres*, avec Gabriele Siracusano (Université de Trente) ; Marco Di Maggio (Sapienza Université de Rome) ; Serge Wolikow (professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne). En visio uniquement, inscription : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_elhRjhuSN2v3EgQTAqWWhA#/registration

28 mars, à partir de 9h30 : *Descartes et l'égalité*, avec Delphine Antoine-Mahut (ENS de Lyon) ; Thibaud Barrier (maître de conférences Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Marie-Frédérique Pellegrin (maîtresse de conférences, Université Jean-Moulin Lyon 3) ; Louis Rouquayrol (postdoctorant au CNRS, Maison française d'Oxford) ; Elodie Cassan (maîtresse de conférences Université de Rouen). Organisé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, laboratoire HIPHIMO ; la revue *La Pensée* avec le soutien de la Fondation Gabriel-Péri et la participation du Groupe d'Études du matérialisme rationnel. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, salle Duroselle et visioconférence, inscription : inscription@gabrielperi.fr

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_ogTA4frUS8-5Oxq6C-GGwg#/registration

28 mars, à partir de 14 h : *À l'encre rouge : un autre sport dans la presse communiste ?*, avec Karen Bretin-Maffiuletti (maîtresse de conférences, Université de Bourgogne) ; Olivier Chovaux (professeur d'histoire contemporaine, Université d'Artois) ; Jean Vigreux (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne). MSH de Dijon et visioconférence, inscription : inscription@gabrielperi.fr / <https://events.teams.microsoft.com/event/0f0e3e03-99d2-445b-89c9-2b6d555153de@2fa58faf-7eb1-48b9-9964-a92659d1c5b8>



Mobiliser pour d'autres solutions

« **É**quilibre financier des retraites en 2030, et que ça saute ! ». Le Premier ministre a donné la consigne. Mais c'est une imposture : il ne veut pas équilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Lui et ses mandants – le MEDEF, les marchés financiers, le capital – veulent réduire les dépenses pour les retraites, financer le reste avec nos impôts – CSG, TVA – et pousser les Français vers la capitalisation.

S'il voulait vraiment restaurer les finances de la protection sociale, le gouvernement soutiendrait les salariés de Vencorex, Mittal, BMD, Michelin, Auchan, Ubisoft... qui luttent pour leurs emplois et pour les moyens de créer, en respectant les êtres humains et la nature, les richesses sur lesquelles pourront être prélevées des cotisations sociales. Il relayerait l'appel de la CGT pour le 8 mars et l'égalité salariale. Il appellerait les grandes entreprises à dépenser plus pour l'emploi, la formation, les salaires, à arrêter la spéculation financière, les exportations de capitaux, et à économiser le béton, l'acier, l'énergie. Et il joindrait le geste à la parole en augmentant les cotisations sociales pour les employeurs qui ne pensent qu'à baisser le « coût du travail ». Pour que le message soit bien clair, il frapperait d'une cotisation de 10 % les revenus financiers des entreprises (500 milliards en 2023 !). Les autres seraient ainsi incitées à s'engager sur un chemin d'efficacité sociale et écologique, en se désintoxiquant de la finance.

C'est ce chemin qu'il convient d'emprunter pour en



finir avec l'enchaînement infernal des réformes successives qui, depuis trente ans, prétendent rétablir l'équilibre financier des retraites pour laisser place, à peine adoptées, à de nouvelles attaques contre les droits des assurés (voir le communiqué du PCF sur le rapport de la Cour des comptes remis le 20 février :

https://www.pcf.fr/rapport_de_la_cour_des_comptes_sur_les_retraites).

Avec l'aide d'un pôle financier public étendu, fer de lance d'un crédit bon marché pour lutter contre le coût du capital et levier d'une mobilisation de la création monétaire de la BCE pour le développement des services publics, le pays disposerait ainsi des moyens de muscler son économie pour affronter la brutalité de la mondialisation capitaliste, en

nouant librement les coopérations technologiques, industrielles, agricoles, informationnelles, financières, monétaires, indispensables en Europe et dans le monde entier.

Il se rendrait capable de financer bien plus que la seule abrogation de la réforme Macron : une bonne retraite pour toutes et tous, à 60 ans avec prise en compte des années d'études et de la pénibilité, venant prolonger le développement de la personnalité de chacune et chacun tout au long de la vie, au travail et dans le temps libéré du travail.

Voilà un puissant motif de mobilisation pour toutes celles et tous ceux à qui notre système de retraites tient à cœur. ✪

Denis Durand
membre du CN

L'égalité reste une utopie

La Journée internationale de lutte pour les droits des femmes nous rappelle les combats passés, présents et futurs pour l'égalité. Si des combats politiques ont permis des prises de consciences sociétales et des avancées sociales, l'égalité reste une utopie et peine à se réaliser concrètement.

La reconnaissance des droits n'entraîne pas mécaniquement leur application effective. Le 8 Mars reste donc une journée de mobilisation essentielle, encore en 2025.

Emplois mal rémunérés et dévalorisés, temps partiels imposés, difficile conciliation de la vie professionnelle et familiale, manque de structures de garde : le salaire des femmes reste inférieur d'un quart à celui des hommes, leur retraite de 40 %.

Premières employées et usagères des services publics, elles compensent les carences de l'État auprès des enfants, des personnes âgées ou en situation de handicap, au détriment de leur travail et de leur santé. En détruisant volontairement les services publics, les politiques libérales ont dégradé la vie des femmes.

À plus de 80 %, elles assument seules la responsabilité des familles monoparentales, dont près de la moitié, en plus d'être stigmatisées, vivent sous le seuil de pauvreté.

Pathologies souvent considérées comme « psychologiques » ou devant être acceptées comme inhérentes à la condition féminine, errance médicale : leur santé est ignorée.



Leur droit fondamental à la sécurité n'est pas assuré : en danger permanent, justice ne leur est que rarement rendue. Violées, réfugiées, déplacées, emprisonnées, elles subissent les conséquences mortifères des guerres.

Au cours de l'histoire, leur participation est déterminante dans les domaines culturels, scientifiques et artistiques. Pourtant, elles sont ignorées dans la mémoire collective. Nous devons leur rendre la place qui leur est due.

Nous refusons l'illusion d'une égalité acquise et appelons à une large mobilisation le samedi 8 mars prochain pour protéger des droits qui, nous le savons, ne sont pas acquis pour toujours et restent théoriques faute de moyens et de services publics.

Mobilisons-nous pour exiger des politiques publiques à la hauteur des enjeux féministes,

comme la création d'un service public de la petite enfance pour permettre aux femmes de ne plus renoncer à leur travail, et donc à leur salaire ; ou encore la création d'un réel statut du foyer monoparental pour permettre à ces familles de vivre dignement.

La revalorisation des statuts et des salaires des métiers à prédominance féminine est urgente. C'est une question de justice et une question de bon sens. En effet, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, pourvoyeuse de 10 milliards d'euros de cotisations supplémentaires, permettrait de financer l'abrogation de la réforme des retraites. Preuve que, quand les femmes gagnent des droits, la société tout entière en bénéficie.

Au PCF nous militons pour un réel changement de société, juste et égalitaire. C'est pourquoi nous lions la question sociale à la question féministe : il n'y aura pas de révolution sociale sans révolution féministe ! ✪

Elsa Siffert

membre de la Commission féministe nationale



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION:
Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Amado Lebaube,
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Le 24 mars, une journée de contributions et d'échanges

Les services publics donnent lieu à des luttes nombreuses et diverses, locales et nationales, dans lesquelles les communistes, en tant que travailleurs, usagers, élus, sont très impliqués : défense des services publics de proximité, mise en place de gratuités et de tarifications avantageuses, recrutements et respect du statut des travailleurs, luttes contre le démantèlement des grands opérateurs publics et contre les privatisations, mise en place de régies publiques à l'échelle municipale, etc.

Héritages de décennies de luttes et d'appropriation sociale collective, les services publics sont porteurs d'un projet de société solidaire et émancipée, fondée sur les biens communs et misant sur les capacités et la créativité humaines, pour un développement efficace de toute la société et de l'économie. Ils constituent la réponse aux besoins nouveaux qui s'expriment dans tous les domaines. Pour reprendre les mots forts d'Anicet Le Pors, les services publics peuvent fédérer la société tout entière, dans un mouvement aujourd'hui contrarié mais inéluctable d'unification du genre humain. Les services publics sont au cœur du projet communiste, mais ils font face à de multiples offensives pour les aligner sur les règles du marché et de la concurrence, afin d'en faire des sources de profit pour un capitalisme en crise aggravée.



Ils sont ainsi au cœur d'un affrontement de classe majeur, suscitant des résistances nombreuses qu'il s'agit d'unifier autour d'une perspective commune et de propositions immédiates et concrètes, afin de construire un nouveau chemin de conquête et d'appropriation démocratique des activités humaines.

Quels principes du service public pour une république sociale, démocratique, laïque ? Quelle articulation entre services publics et industrie ? Quelle unification du statut des travailleurs des services

publics ? Quels financements du développement des services publics ? Quelle place des services publics de proximité ? Quelle intervention démocratique sur l'élaboration des besoins de services publics ?

Voici quelques-unes des questions auxquelles la journée de contributions et d'échanges sur les services publics entend répondre, dans un dialogue entre le projet communiste, les luttes et la société, à partir d'une série de contributions organisées en tables rondes pour approfondir notre conception des services publics et se confronter aux obstacles qui entravent leur développement efficace.

Passer des luttes de défense sectorielle pour les services publics à des revendications politiques globales et communes pour leur développement et leur appropriation démocratique, voilà l'enjeu du 24 mars. La réussite de la journée repose sur la rencontre et la contribution des luttes portées localement par les communistes.

Nous appelons à la participation de toutes les fédérations autour de leurs batailles et revendications locales, pour réussir ensemble cette étape importante de l'approfondissement de notre projet pour les services publics. ✪

Muriel Ternant
membre du CEN

Il était une fois le colonel Fabien

Une série historique de Gérard Pellois (épisode 7)

En juillet 1944, le commandement des FTP de la Seine-Sud est confié à Fabien. La zone est d'importance, c'est le lieu de passage incontournable des troupes allemandes qui battent en retraite et Paris est la plaque tournante vers le front. Avec tous les officiers FTP et FFI, il prépare l'insurrection parisienne contre l'avis de ceux qui prétendent que la guerre est une affaire de militaires. Il s'entoure de combattants aguerris, compagnons des Brigades ou des maquis. Gilberte Lavaire, « Nicole », son agent de liaison, l'a rejoint après avoir été torturée et s'être évadée.

Objectifs : interdire l'entrée dans Paris des troupes allemandes, détruire la logistique de l'occupant par tous les moyens, le harceler, l'isoler, libérer des patriotes prisonniers, répondre aux exécutions massives, « pour un œil, les deux yeux », déclare Fabien et puis, primordial, récupérer armes et munitions qui manquent cruellement.

Le 10 juillet les cheminots se mettent en grève ; manifestations et grèves vont se multiplier. Les FTP prennent la parole dans les gares, dans les usines ; ils appellent les ouvriers à s'armer, à constituer des groupes de combat. Fabien parlera à la gare Masséna et dans une usine. Des « milices patriotiques » se forment, elles seront intégrées aux opérations. Pour Fabien « c'est dans le combat que les hommes apprennent à se battre et que les chefs apprendront à diriger ». Chacun-e avec ses moyens doit participer

au combat. Fabien fait fabriquer des crève-pneus, simples, efficaces, à la portée de tous, ils sont à la route ce que les tirefonds sont aux voies ferrées.

Le 14 juillet, Fabien organise un meeting au Kremlin-Bicêtre, avec une rigueur militaire. Devant le succès le meeting se transforme en manifestation, la police n'intervient pas. C'est un acte politique et militaire fort, la population prend confiance en sa force et de nouveaux combattants sont instruits militairement.

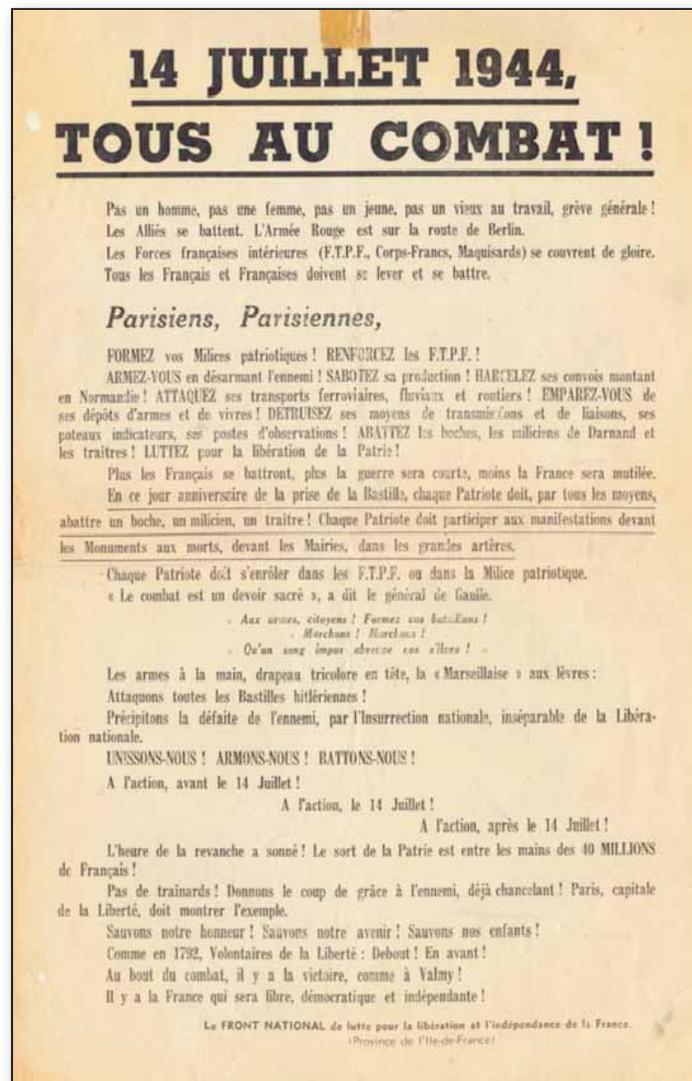
Le 13 août, il attaque le dépôt SNCF de Montrouge avec deux compagnies de FTP et les « Milices patriotiques ». Il est blessé mais c'est un succès. Il lance des opérations aux gares d'Austerlitz et d'Orléans. Le 14, le même dispositif neutralise le dépôt de Vitry.

Le 19, le Colonel Rol-Tanguy, commandant en chef des FFI, appelle à l'insurrection. La police, la gendarmerie y prennent part. Le 20 août, près de 600 barricades surgissent un peu partout. Une trêve est demandée par l'occupant ; pour Fabien et Rol-Tanguy, il n'en est pas question, il faut maintenir la pression.

Le 22, attaque importante et victorieuse d'un garage à la Porte d'Orléans.

Le 25, Fabien reçoit le commandement de toutes les unités FFI de son secteur. Il organise l'attaque du Luxembourg, centre névralgique de l'armée allemande. Le combat cesse à 17 h avec la reddition de Von Choltitz.

Paris est libéré, Fabien est déjà ailleurs. ✪



Conférence à Paris 8 : Santé et féminisme au cœur de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle

Le MJCF et l'UEC Paris 8 organisent une conférence sur le campus de P8 le 13 mars 2025 à 18 h 30, intitulée « Santé et féminisme : les enjeux de l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle » (EVARS). Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne pour la mise en place effective des trois séances annuelles d'EVARS, obligatoires depuis la loi de 2003.

La conférence réunira des professionnel-le-s de la santé, des élu-e-s politiques, et des militant-e-s syndicalist-e-s et associatif-ve-s. Parmi les intervenant-e-s, on notera la présence de M^{me} Hélène Bidard, adjointe PCF à la Maire de Paris, responsable des questions d'égalité femmes-hommes, de jeunesse et d'éducation populaire, ainsi qu'un-e représentant-e du Centre régional d'information et de prévention du Sida et pour la santé des jeunes (CRIPS) d'Île-de-France.



LE MJCF LANCE UNE GRANDE ENQUÊTE SUR L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE

M^{me} Céline Piques, représentante de l'association Osez le féminisme, membre de la commission Violences du Haut Conseil à l'Égalité et experte égalité femmes-hommes, apportera également son éclairage. M^{me} Marie-Hélène Plard, syndicaliste à la FSU, complètera ce panel d'expert-e-s.

Un membre des étudiants communistes animera la conférence. Le déroulé prévoit une discussion d'environ 1 h 30, alimentée par des questions posées aux intervenant-e-s, auxquelles ils auront eu accès en amont.

Un temps sera ensuite consacré aux questions du public. Cet événement est une occasion de réfléchir aux enjeux de l'EVARS et de promouvoir sa mise en œuvre effective, comme le font les Jeunes Communistes en déployant une grande enquête dans les lycées. ✪



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

doncs à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Non à la défense européenne, oui à la sécurité européenne



Les effets de manche guerriers de nombre d'éditorialistes de plateau qui défilent sur les chaînes infos cherchent à justifier la marche à la guerre et le passage du pays, et de l'Europe, en économie de guerre. L'offensive de Trump prospère en réalité sur fond de krach politique, diplomatique et industriel de l'Union européenne. La construction capitaliste et atlantiste de l'Union européenne, forgée dans les traités européens, est incapable structurellement d'y répondre dans les intérêts des peuples européens. Elle fait ici la démonstration de son impasse.

La panique qui s'est emparée des représentants des bourgeoisies européennes depuis plusieurs semaines est à la hauteur de la force du lien de dépendance industriel et politique de l'UE envers les USA. Cela est également valable pour le Royaume-Uni qui a organisé un sommet ce dimanche 2 mars dans l'objectif de rabibochoer les Européens avec les USA. On a vu ce spectacle incroyable et lamentable d'annonces d'Emmanuel Macron désavouées quelques heures plus tard par le premier ministre britannique, ce qui montre leur totale désorientation. Qui d'ailleurs peut accorder du crédit à une trêve d'un mois formulée uniquement pour s'accommoder avec Trump ? Le discours désemparé du premier ministre François Bayrou à l'Assemblée nationale en est également une des pathétiques



Déclaration de Jean-Paul Lecoq, député PCF- Débat sur l'Ukraine et la sécurité en Europe

<https://www.youtube.com/watch?v=jN47cPjIPkU>

manifestations. Nous sommes favorables à un cessez-le-feu qui amène à la paix, c'est-à-dire à la résolution des causes profondes du conflit. La proposition d'Emmanuel Macron, reprise partiellement par Volodymyr Zelenski est tout à fait différente. Face à ce krach, on annonce un emprunt commun de l'UE pour la défense et l'europanisation de la

force nucléaire française, c'est-à-dire un nouveau pas, et d'importance, vers un fédéralisme armé. Le PCF s'y oppose. Par ailleurs, cela se mène sans rompre avec la relation de dépendance à l'OTAN, c'est-à-dire le bras armé des États-Unis, ni avec l'industrie de défense américaine qui sera la grande bénéficiaire de l'augmentation des dépenses mili-

taires. Comment apporter la moindre crédibilité aux grands discours sur « l'autonomie stratégique », alors qu'aucun des liens de dépendance structurels n'est fondamentalement remis en cause ?

L'impasse politique et morale de l'Union européenne actuelle est également due à son absence totale de prise d'initiative diplomatique pour mettre fin à la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie de Vladimir Poutine. Or, les événements actuels démontrent bien qu'une telle initiative aurait été possible.

Il n'y aura aucune sécurité des peuples européens, ni sous le parapluie américain, ni sous celui d'un fédéralisme botté et nucléarisé. L'urgence est à construire une autonomie stratégique pour la paix, et non une autonomie stratégique pour la guerre.

Or, une véritable politique de sécurité et de paix en Europe implique plusieurs éléments :

- Celui de voir plus loin que l'espace géographique de l'Union européenne. La sécurité des peuples européens est indissociable de celui des peuples qui vivent à l'Est, le peuple russe, le peuple ukrainien. Le caractère dramatique et exceptionnellement dangereux du moment le démontre crument. Comme l'avait ébauché l'acte final de la déclaration d'Helsinki, en pleine guerre froide, l'espace de sécurité collective pan-européen court de Brest à Vladivostok. Il implique également l'espace méditerranéen. Cela nécessite une rupture avec l'OTAN, la sortie du commandement intégré et la dissolution de l'OTAN dans le cadre d'une refondation de la sécurité collective en Europe. Cela permettra aussi de renouer avec les négociations de désarmement multilatéral et d'abord dans le domaine nucléaire.

- Celui de travailler à une reconstruction d'une base industrielle de défense sous pilotage de la nation, au service des intérêts de la défense du pays et non sous l'empire des intérêts capitalistes. Cette industrie de défense a été vendue à la découpe aux intérêts privés, souvent américains.

- Celui de travailler à la reconstruction d'un lien entre l'armée et la nation au service d'une politique de paix et de sécurité collective. Une armée uniquement professionnelle ne répond pas à ces objectifs.

- Celui de travailler sur ces bases à la construction de coopérations politiques et industrielles et d'alliances nouvelles et flexibles à l'échelle du continent et au-delà.

Voilà l'initiative que la France devrait prendre. ✪

Vincent Boulet



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

En stock

1 AJOUTER AU PANIER

Catégories : Divers, Livres

Vous pouvez vous la procurer en passant vos commandes sur <https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



Cause commune ouvre le débat sur "classe sociale"

Le précédent dossier de Cause commune, n°41 (novembre-décembre 2024), visait à offrir une photographie des classes sociales en France. Le numéro 42 aborde des aspects plus larges, prend en compte l'histoire, nous place à l'échelle internationale, discute les diverses théories élaborées avant et après Marx, cherche à dégager les enjeux politiques. Au delà de ce dossier, Le grand entretien sur la conférence nationale ainsi que les rubriques habituelles : Poésies, Regard, Chronique européenne, Controverse, Philosophie, Histoire, Féminisme, Sciences, Sondage, Statistique et de nombreuses notes de lecture...